

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 21/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ ALTERNATIVE FUELS & ENERGIES (SAFE)**

CHEZ BOUTILLET  
16480 Oriolles

Références : 2026\_45\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007201985

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement SUEZ ALTERNATIVE FUELS & ENERGIES (SAFE) implanté CHEZ BOUTILLET 16480 Oriolles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ ALTERNATIVE FUELS & ENERGIES (SAFE)
- CHEZ BOUTILLET 16480 Oriolles
- Code AIOT : 0007201985
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Cet établissement est autorisé par arrêté préfectoral complémentaire du 16 mars 2021 à accueillir en transit des déchets solides et liquides dangereux et à produire du combustible solide de substitution à partir de déchets dangereux.

## Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conditions de rejet	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 3.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Valeurs limites des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 3.2.4, 8.2.1 et 3.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Collecte des effluents liquides – Plan des réseaux	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 4.1.2 et 4.2.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Suivi particulier de certains déchets	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Prévention des risques technologiques – Localisation des risques	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	État des stocks de produits dangereux	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 7.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 7.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Systèmes de détection et extinction automatiques	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
13	Autosurveillance des déchets	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 8.2.4, 8.3.2 et 8.4.1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Déchets admissibles – Cuves	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 5.2.8
9	Dispositif de prévention des accidents	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 7.3.1
11	Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 4.2.7 et 8.2.2
12	Autosurveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 16/03/2021, article 8.2.3

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'établissement est un site qui dispose de dispositifs de sécurité adaptés et entretenus répondant à l'arrêté d'autorisation. Le suivi des stocks, les plans des zones et installations à risque, sont à améliorer de façon à assurer une cohérence entre documents, procédures. Par ailleurs, le fonctionnement des installations de ventilation des zones génératrices potentielles de COV reste perfectible.

Pour les différents constats formulés dans le présent rapport, des demandes d'actions correctives sont dressées à l'attention de l'exploitant.

### **2-4) Fiches de constats**

#### **N° 1 : Conditions de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2021, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejet – Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de registre dédié. Il indique par ailleurs que jusqu'à ce jour, les arrêts intempestifs d'extraction s'avèrent nombreux car de par sa conception actuelle, cet arrêt systématique est couplé au déclenchement de divers capteurs signalant le dysfonctionnement ou des anomalies sur divers autres équipements. Cependant, il dispose d'outils informatiques permettant de retracer ces événements.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet un document retraçant les incidents survenus sur la semaine précédant l'inspection et examine les facteurs initiateurs qui peuvent être écartés du processus d'arrêt de l'extraction et transmet le plan d'actions correspondant avec les délais jugés nécessaires afin de maintenir fonctionnel l'équipement d'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Valeurs limites des rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/03/2021, article 3.2.4, 8.2.1 et 3.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites des rejets atmosphériques

### Prescription contrôlée :

#### Article 3.2.4

[...] L'exploitant procédera à l'inventaire mentionné dans la MTD 3 des conclusions sur les MTD pour le traitement des déchets et au III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019 sur la base d'investigations sur la composition des déchets entrants et des émissions atmosphériques. Le rapport présentant la méthodologie employée et les conclusions de ses investigations sera transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 17 août 2022. La valeur limite pour les COVT sera fixée à 30 mg/Nm<sup>3</sup> à compter du 17 août 2022 si des substances pertinentes CMR sont détectées dans cet inventaire.

#### ARTICLE 8.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :

Conduit n°1		
Paramètre	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Périodicité de la mesure
Poussières totales	40	Semestrielle
SO <sub>2</sub>	300	
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	100	
CO	100	
HCl	50	
COV totaux *	50 (flux < 2kg/h) **	
COV Annexe III AM 02/02/98	20	
CH <sub>4</sub>	50	
Cd + Hg + Tl	0,1 pour la somme 0,05 par élément	
Autres métaux : As+Se+Te	1	

Les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

\* La concentration en COV totaux, en sortie du système de traitement des effluents gazeux, est mesurée tous les jours du lundi au vendredi.

\*\* L'exploitant procédera à l'inventaire mentionné dans la MTD 3 de la directive 2010/75/UE sur la base d'investigations sur la composition des déchets entrants et des émissions atmosphériques. Le rapport présentant la méthodologie employée et les conclusions de ses investigations sera transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 17 août 2022. La valeur limite pour les COVT sera fixée à 30 mg/Nm<sup>3</sup> à compter du 17 août 2022 si des substances pertinentes CMR sont détectées dans cet inventaire.

#### Article 3.1.1

[...] Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

[...]

### Constats :

L'exploitant indique qu'il procède journallement et semestriellement en interne à ces inventaires appelés par la MTD3 du BREF WT.

Par ailleurs, lorsque les valeurs en COV dépassent les valeurs fixées dans les rejets atmosphériques,

il est procédé au remplacement des filtres à charbon. Cette pratique n'est pas adéquate ; en effet, il faut définir une périodicité, au titre de la maintenance préventive, de remplacer des filtres à charbon actif sans attendre le dépassement d'une valeur limite en COV.

Un essai de coupure d'alimentation électrique sur la centrale de traitement d'air équipée de filtres à charbon a été mené par l'exploitant le jour de l'inspection. Ce test a confirmé le bon déclenchement d'une alarme signalant la panne, laquelle a été correctement prise en compte par les opérateurs.

Par ailleurs, les rapports d'analyse de la qualité des rejets atmosphériques n'ont pas été présentés lors de l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection les inventaires journaliers pour répondre à la MTD3 supra mentionnée ainsi que les deux dernières analyses de la qualité des rejets en sortie du conduit 1 portant sur l'ensemble des paramètres réglementés (dont les COV font partie).

L'exploitant est tenu de préciser la périodicité qu'il retient pour procéder aux remplacements des filtres de charbon actif de façon préventive sans attendre leur saturation. Un plan préventif de maintenance est mis en place à cet effet.

Enfin, l'exploitant justifie de la VLE qu'il retient pour le paramètre COVT en démontrant la présence ou l'absence de substances pertinentes classées CMR, dans les rejets atmosphériques. L'exploitant justifiera son propos.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Collecte des effluents liquides – Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2021, article 4.1.2 et 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Collecte des effluents liquides – Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.1.2 Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>— l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>— les dispositifs de protection de l'alimentation (bacs de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),</li><li>— les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>— les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li><li>— les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul> Article 4.2.2 [...] Les eaux des aires manœuvre et de circulation sont canalisées et envoyées dans un séparateur d'hydrocarbures avant d'être stockées dans un des deux bassins de volume unitaire de 150 m <sup>3</sup> . Lorsqu'un des deux bassins de 150 m <sup>3</sup> est plein, il est isolé par la fermeture d'une vanne et le second bassin est mis en service. L'eau collectée dans ces bassins est analysée avant rejet au milieu naturel. En cas d'épisode pluvieux et de risque de débordement des bassins de 150 m <sup>3</sup> , les eaux collectées d'un bassin de 150 m <sup>3</sup> sont transférées dans le bassin de 800 m <sup>3</sup> . S'ajoute à ce volume une capacité de rétention déportée du bâtiment, d'un volume de 60 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis les documents attestant du nettoyage des bassins et du séparateur d'hydrocarbures. Les effluents sont traités <i>in situ</i> , ce qui explique l'absence de bordereau de suivi des déchets. La visite a permis de constater les fonctionnalités de la vanne d'isolement du bassin.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet le plan des réseaux permettant notamment de localiser les points de recueil des effluents des aires de manœuvre. Ce plan des réseaux devra présenter l'ensemble des items requis et listés à l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral. Il est rappelé à l'exploitant l'importance de garantir la traçabilité complète, dans son registre chronologique des déchets, des résidus issus du nettoyage des bassins et du séparateur d'hydrocarbures. Cette traçabilité doit permettre de justifier que les traitements ont bien été réalisés sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Déchets admissibles – Cuves**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2021, article 5.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets admissibles – Cuves
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les quatre cuves extérieures de 60 m <sup>3</sup> sont destinées à recevoir des eaux souillées dites « G2000 ». [...] Un suivi rigoureux du volume et de la nature des déchets entreposés dans chacune des cuves est effectué quotidiennement. Ces renseignements sont reportés sur un plan qui est affiché de manière visible à l'attention des services de secours. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni un tableau indiquant le tonnage présent à un instant t dans les 4 cuves. L'unité utilisée n'est pas adaptée. L'exploitant a indiqué que vu la densité des liquides, le volume correspond aux valeurs de tonnage. L'attention de l'exploitant a été attirée sur le fait que l'unité doit rester le volume afin d'éviter des confusions.  Les éléments présentés n'indiquent pas la nature des déchets contenus dans lesdites cuves.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant met à jour lors des prochains relevés les valeurs en reportant les niveaux en utilisant l'unité adaptée. L'exploitant complète son suivi et sa traçabilité journalière en consignant la nature des déchets stockés dans les 4 sus-citées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Suivi particulier de certains déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2021, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi particulier de certains déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un plan faisant apparaître les zones de stockage (cuves, fosses,...) et les quantités maximales présentes des déchets suivants : — déchets pâteux ; — eaux souillées. L'exploitant fait procéder une fois par an aux analyses suivantes : — déchets pâteux : analyse de la teneur en mercure sur chaque zone de stockage, — eaux souillées : analyse de la teneur en mercure sur chaque zone de stockage. Les premières analyses sont réalisées dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté. À partir des résultats d'analyse, l'exploitant statue sur les éventuelles propriétés de dangers SEVESO du déchet telle que définies dans les rubriques 4100 à 4899 de la nomenclature des installations classées. En fonction des résultats, l'exploitant réexamine le cas échéant le classement SEVESO haut ou bas du site considérant les autres déchets présents sur le site et les règles de cumul définies à l'article R.511-1 du code de l'environnement. Les modalités d'examen du classement SEVESO du site font l'objet d'une procédure écrite tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats d'analyses et les conclusions de l'exploitant



quant au classement SEVESO de l'établissement sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réception desdits résultats. En préalable à l'admission de déchets pâteux, l'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable lui permettant de connaître :

– les raisons du classement SEVESO éventuel de l'établissement producteur du déchet pâteux lorsque celui-ci provient d'un site SEVESO ;

– les teneurs dans le déchet des substances suivantes, à partir d'une demande spécifique auprès du producteur : – Méthanol – Hexachlorobenzène – Benzyl nitrile – Acetochlor – Dodecen-yl-succinic-anhydride – Disiloxane hexaméthyl – Anthracène – Naphtalène.

Les éléments recueillis mentionnés ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Sur la base de ces éléments, l'exploitant conclut sur :

— la nécessité de procéder à des analyses supplémentaires dans le cadre de procédure d'acceptation des déchets dangereux :

– les éventuelles propriétés de dangers SEVESO du déchet telle que définies dans les rubriques 4100 à 4899 de la nomenclature des installations classées ;

— la possibilité d'admettre le déchet et la quantité de déchets maximale susceptible d'être admises sur le site compte tenu de son classement. Ces éléments doivent être consignés par écrit et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant dispose d'un plan de zones. Cependant, ce plan ne comporte pas les quantités maximales pouvant être simultanément présentes.

L'exploitant a transmis les rapports portant sur les analyses du 25/09/2024 et du 06/12/2024 permettant de déterminer le classement SEVESO.

L'inspection fait remarquer à l'exploitant que les analyses sont effectuées sur ce qui s'apparente à des « déchets/produits de sortie » et non des déchets entrants, s'agissant du G2000 (eaux souillées) et des CSS 10 et 30 (combustibles solides de substitution).

S'agissant du G2000, celui-ci ne faisant pas l'objet de traitements particuliers, les analyses sont représentatives et sont acceptables.

S'agissant des CSS, l'exploitant indique que les déchets entrants dans l'établissement et participant à l'élaboration des CSS font l'objet d'une analyse établie par le client qui permet de déterminer le classement SEVESO des déchets concernés. De plus, chaque livraison de déchet fait l'objet d'un contrôle interne des teneurs en mercure.

Par ailleurs, il est noté que les fiches finales des rapports portant sur le classement (ou non) SEVESO des déchets analysés ne comporte pas la détermination relative au danger physique.

L'exploitant a indiqué que la démarche initiale s'appuie sur le fait que les déchets entrants sont sélectionnés de sorte que les valeurs correspondantes aux critères de ce type de danger soient inférieurs aux seuils, de même que les quantités totales de ces déchets (moins de 5 000 t).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant :

- met à jour et transmet le plan de zones pour y faire figurer les quantités maximales pouvant être simultanément présentes
- transmet les fiches d'acceptation préalable et les analyses des déchets entrants de la semaine précédant l'inspection permettant de justifier le respect des conditions du protocole
- transmet les rapports portant sur les analyses de 2025 permettant de déterminer que le

site ne relève pas d'un classement SEVESO en justifiant que tous les paramètres requis [*Méthanol – Hexachlorobenzène – Benzyl nitrile – Acetochlor – Dodecen-yl-succinic-anhydre – Disiloxane hexamethyl – Anthracène – Naphtalène.*] sont bien analysés et ce, sur l'ensemble des déchets visés

Plus généralement, il est demandé à l'exploitant de :

- détailler précisément point par point, l'organisation qu'il met en œuvre pour respecter les termes de l'article 5.3 par typologie de déchets en détaillant les analyses faites et les paramètres associés ainsi que « qui en a la charge » ;
- transmettre une évaluation de conformité aux dispositions de l'article 5.3 sus-cité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 6 : Prévention des risques technologiques – Localisation des risques

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/03/2021, article 71.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Localisation des risques

**Prescription contrôlée :**

Article 71.1

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. [...]

Article 71.2

[...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

**Constats :**

Le plan transmis dénommé plan de zones est incomplet et présente des différences avec le plan de masse annexé à l'arrêté d'autorisation complémentaire ; de plus, certaines installations sont manquantes ou ne correspondent pas à la réalité : à titre non exhaustif,

- il manque notamment les caissons de filtres à charbon situés en extérieur côté bassins,
- la zone 20 n'est pas à proprement parler une galerie électrique mais les locaux haute tension,
- la zone 12 a été transformée en zone de stock des caisses et filtres à charbon,
- la zone 10 aire de manœuvre a été partiellement convertie en zone de stockage de palettes,
- la zone 16 stockage de bennes pourrait être requalifiée en zone de bennes-bacs déchets.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet un plan mis à jour et le complète avec l'ensemble des items requis réglementairement et l'ensemble des installations présentes sur site (ne pas se contenter de la liste dressée par l'inspection qui n'est pas exhaustive).

L'exploitant justifiera des modifications opérées sur ses plans et en démontrera l'exhaustivité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 7 : État des stocks de produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2021, article 71.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, État des stocks de produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le tableau de stocks demandé pour la date du 13/11/2025. Il ressort que le tableau présente diverses imprécisions, ne comporte pas certaines informations, ne permettant pas de connaître précisément l'état des stocks : <ul style="list-style-type: none"><li>— certains termes sont peu clairs tels que « 4 l e » pour les emballages en zone 16</li><li>— le volume des bennes en zone 16 (notées 1 benne : 4/4, 1 benne 0, 1 benne 1/3, 1 benne 1/2) n'est pas spécifié</li><li>— la mention plein pour la zone 16 palettes sans précision sur la quantité</li><li>— la zone 3 n'est pas mentionnée</li><li>— la notion de rangées vides au stockage en zones 4 et 5 prête à confusion, il serait judicieux de noter zones 4 et 5 en entrée de colonne et spécifier le nombre de rangées vides en dernière colonne.</li></ul> Il convient de vérifier sur site la concordance entre tableau et plan pour situer les n° de zones.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>— procède à une révision des modalités de tenue à jour des stocks afin de rendre le tableau correspondant réellement exploitable</li><li>— transmet un document récapitulatif justifiant que le tonnage total de déchets dangereux n'est pas supérieur à 175T en additionnant les différents déchets présents (en lien avec la valeur maximale prévue et autorisée selon l'article 1.2.1 de l'APC).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2021, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques. [...] L'exploitant est tenu de mettre en place, dans l'année qui suit la date de signature du présent arrêté, un ou plusieurs points d'eau dédiés à la protection externe contre l'incendie. Le site doit être couvert par un volume d'eau, dédié à la défense incendie du site, de 360 m <sup>3</sup> . Un premier point d'eau doit être implanté à moins de 200 mètres des bâtiments à défendre, distance mesurée par les voies praticables. [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le rapport de vérification des extincteurs du 21/03/2025 (vérification Q4) par la société Desautel. Le rapport est peu explicite car il ne précise pas le nombre, les caractéristiques des extincteurs vérifiés. L'exploitant indique que le site dispose d'une bâche d'eau de 360 m <sup>3</sup> réceptionnée en 2023 et de dispositifs de rideaux d'eau permettant de protéger certaines zones à risques. Un test du rideau d'eau au niveau de la porte d'entrée stock n°3 a été effectué le jour de l'inspection et s'est avéré concluant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet la fiche de vérification faisant apparaître le nombre d'extincteurs vérifiés et leur emplacement. L'exploitant justifie que les extincteurs positionnés sur site sont adaptés aux feux naissants susceptibles d'être attaqués par ces derniers (agent d'extinction adapté ?, puissance extinctrice adaptée ?, classe adaptée?).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Dispositif de prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2021, article 7.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le rapport de vérification établi le 24/02/2025 par le bureau de contrôle Apave. Seules 2 observations y sont mentionnées sans rapport avec les risques d'incendie. (éclairage de sécurité). Le certificat Q18 transmis indique l'absence de risques d'incendie ou d'explosion en lien avec les installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Systèmes de détection et extinction automatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/03/2021, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. [...] Un autre rideau d'eau de débit identique est mis en place entre la zone de stockage des déchets conditionnés et l'auvent abritant les bennes de déchets solides. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le rapport de vérification semestrielle du système de sprinkleur du 09/09/2025. Le rapport mentionne des dispositions à traiter ; en particulier, l'entretien ou le remplacement de la pompe jockey, de même que diverses préconisations telles que le complément nécessaire de têtes de sprinkler dans divers locaux, notamment : échantillons, garage, vestiaires, salle de commande dépotage, algéco maintenance, réserve GNR.  Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que la vérification de la détection incendie a été réalisée le 16/07/2025 et que l'anomalie liée à la défaillance du détecteur infra-rouge du broyeur a été résolue, ce qui a été constaté sur les documents en séance.  Un test du détecteur de fumées de la salle de réunion a été effectué le jour de l'inspection et s'est avéré concluant avec report d'information alarme effectif.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet les derniers rapports de vérification de la détection incendie et le rapport de vérification des rideaux d'eau.  Aussi, l'exploitant justifie que toutes les anomalies observées lors de la vérification semestrielle du système de sprinkleur du 09/09/2025, ont été corrigées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales**

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/03/2021, article 4.2.7 et 8.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

Prescription contrôlée :

Article 4.2.7

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur N°1. (le tableau des paramètres et concentrations maximales est repris à partir de l'article 8.2.2 ci-dessous qui précise la périodicité)

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de 2 450 m².

ARTICLE 8.2.2. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX PLUVIALES

Les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres Point de rejet n° 1	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Concentration maximale (mg/L)	Périodicité de la mesure
MEST	30	Ensemble des paramètres contrôlés avant chaque rejet sauf l'arsenic et le mercure sont contrôlés une fois par mois (en cas de rejet).
DCO	125	
Indice phénol	0,1	
Indice hydrocarbures	10	
Arsenic	0,05	
Cadmium	0,05	
	0.025 mg/L si flux supérieur à 5 g/j	
Chrome	0,15	
	0,1 mg/L si flux supérieur à 5 g/j	
Cuivre	0,5	
	0,25 mg/L si flux supérieur à 5 g/j	
Plomb	0,1	
Nickel	0,5	
	0.25 mg/L si flux supérieur à 5 g/j	
Zinc	1	
Mercure	0,005	
Fer	5	
Aluminium	5	
Étain	2	
Métaux totaux	15	
Fluor	15	
Phosphore	10	
Azote total	40	
Cyanures totaux	0,1	
Dichlorométhane	0,1 mg/L si supérieur à 5 g/j	

Constats :

L'exploitant a transmis un tableau de suivi des analyses de rejet des eaux superficielles qui sont saisies par ailleurs dans l'application GIDAF. Il n'a pas été noté de dépassement des valeurs réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

## N° 12 : Autosurveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/03/2021, article 8.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des eaux souterraines

### Prescription contrôlée :

#### ARTICLE 8.2.3. AUTOSURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

La qualité des eaux souterraines est surveillée à partir de quatre piézomètres situés en limite de propriété :

- en amont hydrologique :
  - n°3 « entrée » ;
  - n°4 « talus » ;
- en aval hydrologique :
  - n°1 « incendie » ;
  - n°2 « bassin ».

Les substances recherchées sont celles mentionnées à l'annexe 7.1 du guide méthodologique pour l'élaboration du rapport de base prévu par la directive IED, établi par la direction générale de la prévention des risques du ministère de l'écologie, ainsi que les paramètres/substances suivants :

Paramètres -Substances	Périodicité de la mesure
pH	Semestrielle
DCO	
DBO5	
MES	
Azote total	
COT	
Indice phénol	
Fe	
Mn	
Cu	
Zn	
F	
As	
Cd	
Cr	
Hg	
Pb	
Sb	
Va	
Sn	
Cyanures	
Hydrocarbures	
Solvants organochlorés	
PCB	
HAP	
Haloformes	

L'analyse des eaux souterraines est effectuée en comparant les valeurs relatives entre prélèvements et est confrontée aux valeurs limites de l'annexe II de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites de qualité des eaux brutes utilisées pour la production d'eau destinées à la consommation humaine.

**Constats :**

L'exploitant a respecté les échéances : les rapports d'analyse des eaux souterraines établis par le laboratoire Carso pour la période octobre-novembre 2025 ont été présentés à l'inspection.

Ces analyses ont bien été faites pour les eaux souterraines pour les piézomètres du site tels que réglementés par l'AP.

L'ensemble des paramètres requis figurent dans les analyses qui ne font pas apparaître de variations significatives par rapport à celles d'avril et octobre 2024, saisies dans l'application GIDAF.

Il est rappelé à l'exploitant que toute variation significative d'un paramètre donné doit faire l'objet d'une information de l'inspection ainsi que les actions prises pour réduire l'impact observé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Autosurveillance des déchets**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/03/2021, article 8.2.4, 8.3.2 et 8.4.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des déchets

**Prescription contrôlée :****Article 8.2.4**

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

**Article 8.3.2**

[...] L'exploitant transmet dans son rapport annuel de synthèse défini à l'article 8.4.1.2 ces résultats d'autosurveillance, avec les commentaires appropriés. Ce rapport est transmis à l'inspection, avant le 1er mars de l'année n+1. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 8.1, des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

**Article 8.4.1.2**

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. [...]



**Constats :**

L'inspection dispose d'un rapport d'activité 2023 incomplet ne faisant pas ressortir tous les résultats de l'auto-surveillance. L'exploitant a produit en séance un rapport plus complet et plus adapté pour répondre à la prescription.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet une copie du rapport annuel d'activité plus détaillé et plus récent portant sur l'année 2024.

Il transmet au plus tard début mars, le rapport annuel d'activité pour l'année 2025 écoulée avec l'ensemble des items réglementaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois